

DÉCISION DE L'AFNIC

saint-junien.fr
Demande n° FR00053

I. Informations générales

Nom de domaine objet du litige : saint-junien.fr

Date d'enregistrement du nom de domaine : 7 juin 2004

Le Requérant : Commune de Saint-Junien (code postal 87200)

Le Titulaire du nom de domaine : Société DATAXY

Bureau d'enregistrement : Société DATAXY

II. La procédure

Une demande déposée par le Requérant auprès de l'AFNIC a été reçue le 18 février 2009 par le biais du service en ligne de résolution des cas de violations manifestes des dispositions du décret du 6 février 2007.

Conformément au règlement de la procédure de résolution des cas de violations manifestes des dispositions du décret du 6 février 2007 (ci-après le Règlement) l'AFNIC a validé la recevabilité de cette demande, a procédé au gel des opérations sur ce nom de domaine et a notifié l'ouverture de la procédure au Titulaire le 23 février 2009.

Le Titulaire n'a pas adressé de réponse à l'AFNIC.

Le 12 mars 2009, le Collège PREDEC de l'AFNIC (ci-après le Collège) s'est réuni pour rendre sa décision.

III. Argumentation des parties

i. Le Requérant

Selon le Requérant, le nom de domaine < saint-junien.fr > enregistré par le titulaire, viole l'article R. 20-44-43 du décret du 6 février 2007 (ci-après le Décret) :

Art. R. 20-44-43. – « II. – Sauf autorisation de l'assemblée délibérante, le nom d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, seul ou associé à des mots ou abréviations faisant référence aux institutions locales, peut uniquement être enregistré par cette collectivité ou cet établissement public comme nom de domaine au sein des domaines de premier niveau correspondant au territoire national.

« IV. – Les dispositions du présent article ne font pas obstacle au renouvellement des noms de domaine enregistrés avant l'entrée en vigueur du présent décret :

« – par une société ayant une dénomination sociale identique au nom enregistré et ayant déposé ce nom en tant que marque avant le 1^{er} janvier 2004 ;

« – par une association de défense et de promotion de l'appellation d'origine dont le nom est enregistré. »

Dans sa demande, le Requérant indique :

« Le nom de domaine « saint-junien.fr » est le nom d'une collectivité territoriale à savoir la commune de Saint-Junien (87200) située en Haute-Vienne.

Actuellement ce nom de domaine dirige sur un site à caractère commercial composé de liens vers des sites immobiliers et de liens publicitaires.

Le Titulaire du nom de domaine « saint-junien.fr » reproduit à l'identique la dénomination de la collectivité sans l'autorisation de l'assemblée délibérante de la commune de Saint-Junien et en dehors des cas de dérogations prévus par le décret du 06 février 2007.

En effet, l'assemblée délibérante de la commune de Saint-Junien n'a pris aucune délibération autorisant l'enregistrement, par un tiers, du nom de la collectivité comme nom de domaine.

La dénomination sociale du Titulaire est DATAXY et n'a aucun caractère identique avec le nom de domaine enregistré. De plus, le Titulaire n'a pas, à notre connaissance, déposé le nom « saint junien » en tant que marque avant le 1er janvier 2004 et la date de création du nom de domaine remonte au 07 juin 2004.

Enfin, le Titulaire du nom de domaine n'est pas une association de défense et de promotion de l'appellation d'origine dont le nom est enregistré.

Le déposant du nom de domaine ne justifie donc d'aucun droit ni d'aucun intérêt légitime à utiliser ce nom de domaine.

La reprise du nom exact de la commune génère un risque de confusion dans l'esprit du public et des administrés de notre ville et présente donc un effet parasite.»

ii. Le Titulaire

Le Titulaire n'a pas adressé de réponse à l'AFNIC.

IV. Décision

Conformément aux dispositions du Règlement et notamment son article II) vii), l'AFNIC statue au vu des seules écritures et pièces déposées par les deux parties.

A la lecture des pièces fournies par le Requérant, le Collège a constaté que :

- Conformément à l'article R. 20-44-43 II. du Décret, le Requérant, la commune de Saint-Junien – identifiant SIREN n° 218 715 407 - est bien une collectivité territoriale et <saint-junien.fr> est manifestement le nom de domaine correspondant.
- Aucun élément ne permet d'établir que le Titulaire dispose de l'autorisation de l'assemblée délibérante d'une collectivité territoriale pour enregistrer ce nom de domaine.
- Aucun élément ne permet d'établir que le Titulaire entre dans les cas de dérogation prévus par l'article R. 20-44-43 IV. du Décret :
 - o le nom de domaine, « enregistré avant l'entrée en vigueur du décret », n'a pas été enregistré « par une société ayant une dénomination sociale identique au nom enregistré et ayant déposé ce nom en tant que marque avant le 1er janvier 2004 » ou « par une association de défense et de promotion de l'appellation d'origine dont le nom est enregistré ».

Le Collège de l'AFNIC ordonne la transmission au profit du Requérant du nom de domaine <saint-junien.fr>.

V. Exécution de la décision

Conformément à l'article (II) (ix) la décision de l'AFNIC ne sera exécutée qu'une fois écoulé un délai de quinze (15) jours civils à compter de la notification de la décision aux parties.

Conformément à l'article (II) (viii) du Règlement, l'AFNIC notifie par courrier électronique et postal la décision à chacune des parties.

Elle procédera au dégel des opérations sur le nom de domaine selon les dispositions du Règlement.

Le Bureau d'enregistrement est informé de la décision par courrier électronique.

Conformément à l'article (II) (viii) du Règlement, l'AFNIC notifie par courrier électronique la décision à chacune des parties.

Le 12 Mars 2009,

Marc WEILL - Directeur Général de l'AFNIC

